

Résumé par le Président de la TICAD IV

Yokohama, le 30 mai 2008

La quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), un forum politique international au sommet consacré au développement de l'Afrique, s'est tenue à Yokohama (Japon) du 28 au 30 mai 2008 pour marquer le quinzième anniversaire de l'Initiative de la TICAD. Elle a rassemblé 51 pays africains, 74 organisations internationales et régionales, le secteur privé, des organisations issues de la société civile et des personnalités éminentes, qui ont grandement contribué aux débats. Participaient également à la conférence des représentants de 34 pays partenaires, y compris le G8 et des pays d'Asie.

Lors de la séance d'ouverture, S. E. Yasuo Fukuda, Premier ministre japonais, a prononcé une allocution liminaire. Il a annoncé entre autres que le Japon avait l'intention de doubler son Aide publique au développement (APD) pour l'Afrique d'ici 2012. Le Premier ministre s'est engagé à fournir dans ce cadre des prêts à hauteur de 4 milliards de dollars pour aider l'Afrique à développer principalement ses infrastructures et à doubler ses subventions et sa coopération techniques au cours des cinq prochaines années. Le Premier ministre japonais a également promis de fournir un appui financier de l'ordre de 2,5 milliards de dollars, notamment pour la création du mécanisme pour les investissements en Afrique de la Banque japonaise pour la coopération internationale, et de prendre d'autres mesures destinées à encourager l'investissement privé japonais en Afrique avec pour objectif de doubler les investissements étrangers directs japonais sur le continent. Le Premier ministre a souligné la volonté du Japon de collaborer avec les pays africains et la communauté internationale pour créer une Afrique qui gagne dans un esprit d'afro-optimisme.

S. E. Jakaya Kikwete, Président de la République-unie de Tanzanie, a prononcé une allocution en sa qualité de président de l'Assemblée de l'Union africaine. Il a exprimé combien de fois il a apprécié la volonté du Japon d'aider l'Afrique comme l'avait souligné le Premier ministre Fukuda dans son allocution. Le Président tanzanien a également déclaré qu'il avait bon espoir que les investissements japonais, ajoutés à un accroissement des échanges entre le Japon et l'Afrique, seraient très profitables pour le continent africains.

Avec pour thème général « Vers une Afrique qui gagne : un continent d'espoir et d'opportunités », la conférence a abordé les trois priorités suivantes :

- 1) encourager la croissance économique ;

- 2) assurer la « sécurité humaine », y compris la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), la consolidation de la paix et la démocratisation ; et
- 3) traiter des questions de l'environnement et du changement climatique.

Les dirigeants africains et leurs partenaires internationaux, qui ont insisté sur l'importance critique de ces questions, ont échangé des idées sur les moyens d'améliorer et accélérer le développement de l'Afrique.

Synthèse générale : Quinze années du processus de la TICAD

La conférence a fait valoir les contributions de la TICAD au développement de l'Afrique au cours des quinze dernières années et a souligné combien cette initiative a joué un rôle important pour mobiliser l'intérêt de la communauté internationale et la pousser à s'engager en faveur du développement du continent ou pour élargir l'action des partenaires internationaux en faveur des initiatives africaines d'atténuation de la pauvreté et d'accélération de la croissance économique.

La conférence a pris note de ce que de nombreux pays africains ont connu ces dernières années des améliorations constantes dans le sens de la consolidation de la paix, de la bonne gouvernance, de la croissance économique et du développement social. Le taux de croissance économique du continent s'est nettement amélioré puisqu'il est passé de 3 % en 1999 à 5,3 % en 2006 et devrait avoir atteint 5,9 % en 2007. Une politique économique saine a permis dans de nombreux cas d'améliorer les niveaux d'échange et d'investissement. La conférence a reconnu et salué les efforts entrepris par les pays africains eux-mêmes et a exhorté la communauté internationale à ne pas relâcher son soutien.

1. Déclaration de Yokohama

La « Déclaration de Yokohama » a été présentée et adoptée. Elle résume les résultats obtenus par l'initiative de la TICAD au cours des 15 dernières années et confirme l'engagement politique sans faille du Japon et d'autres partenaires en faveur du développement de l'Afrique. Le « Plan d'action de Yokohama », qui définit les mesures à mettre en place par le biais de l'initiative de la TICAD au cours des cinq prochaines années, ainsi qu'un « Mécanisme de suivi de la TICAD » pour en surveiller la mise en œuvre et en évaluer l'impact, ont été présentés lors de la conférence. La Déclaration relève aussi le fait que le Japon s'est engagé à présenter les conclusions de la TICAD IV au Sommet du G8 qui se tiendra à Hokkaido Toyako du 7 au 9 juillet 2008.

2. Prix Hideyo Noguchi Afrique, Programme des Premières Dames, séminaires et symposiums

* Prix Hideyo Noguchi Afrique

Les participants de la TICAD ont salué le lancement du Prix Hideyo Noguchi Afrique, destiné à reconnaître, promouvoir et intégrer la recherche en médecine tropicale et les activités sanitaires en Afrique. Les premiers Prix Hideyo Noguchi Afrique ont été décernés au cours de la conférence. Le professeur Miriam K. Were, de la Fondation UZIMA (Kenya) a reçu le prix pour les services médicaux et le Dr Brian Greenwood, de la London School of Hygiene and Tropical Medicine (R.-U.) celui pour la recherche médicale. Les lauréats dans chacune de ces catégories sont des spécialistes reconnus au niveau international pour leurs longues années de contribution aux activités sanitaires et à la recherche médicale en Afrique. La cérémonie de présentation des prix s'est faite en présence de leurs Gracieuses Majestés l'Empereur et l'Impératrice du Japon.

*Programme des Premières Dames

Parallèlement à la conférence, les Premières Dames des pays africains et du Japon ont procédé à un échange de vues sur la santé maternelle et infantile. La Première Dame du Japon a présenté le « Manuel de la santé maternelle et infantile », où les mères documentent le déroulement de leur grossesse et la condition physique de leurs bébés à naître jusqu'à la naissance, ainsi que le développement de leurs enfants après celle-ci. Les participantes ont débattu de l'importance de ce manuel pour protéger la santé maternelle et fœtale ainsi que pour réduire le taux de mortalité infantile et sauvegarder la santé des mères et des enfants au Japon.

*Séminaires et symposiums

Divers séminaires et symposiums ont été organisés par le gouvernement japonais, les administrations publiques locales, les organisations internationales et les représentants du secteur privé afin de donner une opportunité aux participants d'avoir accès à diverses informations sur l'Afrique et de procéder à des échanges de vue.

Agenda du développement

1. Encourager la croissance économique

De l'avis général, les économies africaines connaissent une croissance régulière. Il s'agit à présent non seulement d'accélérer cette croissance mais aussi de la traduire en termes de développement et d'atténuation de la pauvreté.

Les pays africains ont convenu que la paix et la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et l'état de droit sont des éléments indispensables à une croissance durable.

Les pays africains ont rappelé à la conférence qu'il existait un lien fort entre la croissance et des problèmes à l'échelle du continent, comme les maladies

infectieuses et autres problèmes de santé, l'éducation et le développement des ressources humaines, la flambée des prix des vivres et du carburant, le changement climatique et autres questions environnementales. En même temps, les délégués ont souligné qu'il était nécessaire d'éviter une approche unique étant donné la diversité du continent.

La conférence a insisté sur la nécessité de tenir suffisamment compte des besoins des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral et des petits États insulaires en développement, ainsi que de ceux des pays émergeant d'un conflit.

De l'avis général, il faut promouvoir les transferts de technologie, encourager les partenariats public/privé et soutenir l'esprit d'entreprise du secteur privé. Les représentants africains ont souligné l'importance de tirer profit des expériences asiatiques qui ont enregistré de bons résultats et d'une amélioration de la coopération sud-sud et de la coopération triangulaire.

*Infrastructure

Beaucoup de pays africains ont parlé du développement de réseaux routiers, de ports, de réseaux électriques et d'autres infrastructures d'une importance cruciale pour l'intégration économique et la promotion du commerce et des investissements en Afrique. Les nouvelles initiatives du Japon en la matière ont été accueillies favorablement. Un meilleur accès aux Technologies de l'information et la communication (TIC) représente également une question qui ne doit pas être ignorée.

Les participants ont rappelé l'importance qu'ils accordaient au développement d'une infrastructure qui améliorera la situation des pauvres et à une réelle implication du secteur privé. L'entretien des infrastructures est aussi considéré comme un élément essentiel du développement durable. Les procédures d'obtention de fonds auprès des institutions multilatérales pour financer les infrastructures doivent être plus rapides et plus souples.

*Commerce, investissements et tourisme

Les représentants africains ont souligné l'importance cruciale du secteur privé pour la croissance, y compris pour diversifier l'économie et faire des investissements clés qui assureront une croissance soutenue. De meilleurs partenariats public-privé sont souhaitables pour renforcer la confiance et accroître les investissements privés nationaux et internationaux. L'initiative du Japon qui a créé le mécanisme pour les investissements en Afrique de la Banque japonaise pour la coopération internationale a été fort appréciée.

Les participants ont souligné le besoin d'une « valeur ajoutée » pour les produits agricoles et les ressources naturelles, en particulier dans la mesure où ils permettent de diversifier les opportunités d'emploi.

Les participants ont souligné qu'il fallait stimuler la croissance économique en Afrique et la réduction de la pauvreté. Ils ont également exprimé leur espoir d'arriver à une conclusion rapide, équitable et équilibrée du Programme de Doha pour le développement.

D'autres représentants ont exhorté la communauté internationale à accorder une attention particulière aux pays à revenu moyen, surtout quand ils décident des conditions des prêts concessionnels.

Un Symposium consacré à l'Afrique a été organisé par l' Organisme japonais pour le commerce extérieur (JETRO) pour renforcer l'intérêt des entreprises japonaises à faire des affaires avec l'Afrique. Le JETRO a également organisé la Foire commerciale africaine 2008 pour exposer des produits africains et susciter l'intérêt des consommateurs et du secteur privé afin d'accroître l'importation de produits africains au Japon.

*Agriculture et développement rural

La conférence a pris note de ce que la croissance du secteur agricole africain et les réformes rurales étaient indispensables pour la croissance économique et la sécurité alimentaire et pouvaient contribuer à la réduction de la pauvreté. Comme plus de deux tiers des Africains habitent en zone rurale et comptent sur l'agriculture pour leurs revenus et leurs moyens de subsistance, ce secteur est vital pour la croissance économique.

De nombreux pays africains ainsi que le Japon et autres partenaires du développement ont insisté sur l'importance de résoudre les problèmes aigus liés à la récente flambée des prix des denrées alimentaires, avec son incidence négative sur la pauvreté. La conférence a aussi fait remarquer que la production de biocarburants devrait être compatible avec la sécurité alimentaire. Les participants ont été très heureux d'entendre le Premier ministre japonais M. Fukuda annoncer que le Japon lançait une initiative visant à une aide alimentaire d'urgence. Le Japon a également exprimé sa volonté d'aborder la question de la hausse des prix alimentaires au Sommet du G8 à Hokkaido Toyako, nouvelle également bien accueillie par les participants. Beaucoup d'entre eux ont souligné que les conclusions à laquelle la TICAD IV allait aboutir sur ce sujet devraient être rapportées à la « Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire : défis du changement climatique et les bioénergies » qui se tiendra à Rome (Italie) en juin 2008.

La Banque mondiale, la FAO, le FIDA et le PAM ont organisé un panel de haut niveau sur les « Défis et opportunités de la hausse des prix alimentaires » le 29 mai 2008, afin de débattre des réponses à apporter aux crises alimentaires et pour mobiliser des fonds qui permettront de s'attaquer au problème.

La conférence a fait remarquer que pour améliorer la sécurité alimentaire, il est nécessaire que les pays accroissent leur production et leur productivité agricoles,

notamment ceux où la productivité agricole est basse. A cet égard, il a été fait état de l'importance des coopérations sud-sud et triangulaire, des transferts de technologie pour la production de meilleures semences, d'une aide financière pour l'achat d'engrais et de la création de groupements d'agriculteurs.

Les participants des pays africains ont exprimé qu'ils espéraient vivement une amélioration des moyens de subsistance en zone rurale et des perspectives commerciales intéressantes grâce à la promotion de cultures à haute valeur ou correspondant à un créneau précis, le recours à des semences très productives, et le développement de l'agroalimentaire et de l'agro-industriel. Ils ont également souligné l'importance des transferts de technologies pour une gestion judicieuse des ressources en eau et de l'irrigation afin d'accroître la productivité agricole. Ils ont souligné qu'il était impératif que ces initiatives encouragent tout particulièrement l'autonomisation économique des femmes, car celles-ci sont extrêmement impliquées dans l'agriculture en Afrique.

Les participants ont bien accueilli les initiatives japonaises comme la vulgarisation de la production de riz en Afrique, et ils ont fait remarquer que le NERICA est un bon exemple de recherche et de développement.

2. Assurer la sécurité humaine

***Développement communautaire**

La conférence a évalué les opportunités qu'offre la TICAD pour faire des progrès tangibles et significatifs dans la réalisation des OMD et insisté sur l'importance d'une approche participative et d'un échange de bonnes pratiques. Les objectifs de l'initiative de la TICAD et ses buts spécifiques correspondent largement aux OMD, qui sont des objectifs clairs, définis dans le temps, pour des priorités en matière de développement sur lesquelles la communauté internationale s'est mise d'accord. Comme cette année, nous arrivons à mi-parcours dans la réalisation des OMD, les participants ont exprimé leur souhait de voir les questions liées à ceux-ci abordées lors du Sommet du G8 à Hokkaido Toyako.

Les participants ont fait remarquer qu'il était nécessaire d'améliorer l'accès au financement, de fournir un allègement de la dette, d'améliorer la productivité agricole et de prendre en compte des mesures de lutte contre le chômage et la fuite des cerveaux. Ils ont également estimé que des initiatives comme le projet Villages du Millénaire offrent un excellent modèle pour que les communautés rurales africaines sortent elles-mêmes de l'extrême pauvreté et fassent des progrès dans la réalisation des OMD.

La conférence a souligné le rôle essentiel de la communauté pour fournir des services de base en matière de santé et d'éducation, et estimé qu'il fallait en priorité accroître les capacités des communautés à fournir de tels services. Elle a souligné l'importance de l'initiative « Un village, un produit » pour promouvoir un développement rural décentralisé, et a estimé que l'autonomisation des femmes

et l'inclusion des citoyens pauvres devraient faire partie intégrante de tout développement communautaire.

*Éducation

La conférence a insisté sur la nécessité, pour les pays africains, d'accroître l'accès à l'éducation de base tout en améliorant simultanément la qualité de l'enseignement, afin de parvenir à l'Éducation pour tous et à l'OMD 2, et d'avoir les ressources humaines nécessaires pour une croissance et un développement socio-économique durables. Elle a insisté sur l'importance de la parité des sexes à cet égard. Les participants ont cité la construction/rénovation d'écoles, les ressources humaines et l'accès à des outils pédagogiques suffisants et adéquats comme les principaux défis à relever pour améliorer l'éducation de base en Afrique, surtout dans les zones rurales. Elle a accueilli favorablement les initiatives annoncées par le gouvernement japonais dans ce domaine.

Les participants des pays africains ont exprimé leur espoir de développer l'enseignement et la formation professionnels pour permettre à plus de jeunes d'acquérir les compétences nécessaires pour obtenir un emploi, et d'améliorer l'enseignement technique et professionnel dans les branches commerciales et de gestion d'entreprise afin de promouvoir le développement économique. Ils ont également souligné l'importance de l'éducation post-primaire, des grandes écoles et de la recherche, en tenant particulièrement compte des sciences et de la technologie.

*Santé

Il a été généralement convenu et reconnu que le leadership politique, une approche multisectorielle et des ressources internationales et nationales supplémentaires seront nécessaires pour atteindre les OMD. De nombreux participants ont également souligné qu'il faut adopter une approche axée plus généralement sur les résultats et créer un système dont l'Afrique aura la maîtrise pour évaluer les performances sanitaires.

Il a également été suggéré qu'il est temps de réévaluer la coopération actuelle entre les pays africains, les partenaires du développement et les organisations de la société civile, afin de s'attaquer plus efficacement aux problèmes sanitaires.

Les participants des pays africains ont insisté sur leur volonté durable de s'attaquer en priorité aux défis liés à la santé, en particulier à cause des taux élevés de mortalité chez les moins de cinq ans, des taux de mortalité maternelle et de la prévalence des maladies infectieuses. Ils ont souligné que la lutte contre la propagation du VIH/SIDA, la tuberculose et le paludisme doit rester une priorité.

Les participants ont pris note de ce que des approches globales équilibrées seraient nécessaires pour renforcer les systèmes de santé. Tout en insistant sur le fait que les systèmes de santé doivent s'occuper de toute urgence de la formation et de la rétention des travailleurs dans le domaine de la santé, les participants ont exhorté la communauté internationale à se pencher un peu plus sur cette question.

*Consolidation de la paix

La conférence a souligné les progrès significatifs accomplis par l'Afrique pour faire avancer la paix ces dernières années. Les participants ont noté qu'il fallait renforcer cette tendance positive, fondement du développement. Ils ont reconnu qu'il était important que les dividendes de la paix touchent la population tout entière.

Les participants ont salué l'appropriation par l'Afrique de la sécurité sur le continent et l'initiative de l'UA visant à assurer celle-ci.

La conférence a insisté sur la nécessité de fournir un appui sans faille à un large éventail de mesures de consolidation de la paix, et ce dès les premiers stades de la reconstruction post-conflit.

La conférence a mis en exergue l'appui vital que ces mesures ont reçu par l'intermédiaire de l'initiative de la TICAD et a exhorté les partenaires du développement à ne pas relâcher leur soutien. Ils ont accueilli favorablement la création d'une commission de consolidation de la paix au sein des Nations Unies.

Les participants ont insisté sur le fait qu'outre l'aide à la reconstruction post-conflit, la prévention des conflits et la gestion des risques étaient nécessaires pour minimiser les effets.

Les participants ont souligné l'importance de la société civile dans les initiatives de consolidation de la paix et insisté sur la nécessité de s'attaquer aux questions relatives au chômage des jeunes pour empêcher la reprise des conflits.

Afin d'arriver à la paix et à un développement durable, une prévention active des conflits se révélerait plus efficace qu'une simple réaction aux conflits en cours. Les participants ont recommandé une approche globale de la prévention des conflits par les pays africains et la communauté internationale.

*Bonne gouvernance

La conférence a salué les progrès accomplis pour améliorer la gouvernance dans beaucoup de pays africains. Elle a estimé que le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, une initiative de l'UA/NEPAD, est un succès. Elle a salué le soutien important du PNUD à cette initiative. Les participants continuent d'accorder la priorité au renforcement des capacités des branches exécutive, législative et

judiciaire ainsi que des administrations publiques et des institutions électorales. Ils ont également insisté sur la protection des droits de l'homme.

3. Traiter des questions de l'environnement et du changement climatique

La conférence a souligné combien il était nécessaire d'aider les pays africains, étant donné leur vulnérabilité et leur capacité relativement limitée à résister aux impacts négatifs des changements climatiques. Elle a également souligné le fait que l'Afrique est l'un des continents les plus exposés aux changements climatiques bien qu'elle contribue le moins aux émissions de gaz à effet de serre. De l'avis général, il faut agir dès maintenant et trouver des moyens nouveaux et novateurs de mobiliser des ressources tout en continuant de recourir aux mécanismes existants.

Les participants ont également trouvé important de promouvoir un développement et une protection de l'environnement qui soient compatibles et insisté sur la nécessité d'incorporer le développement durable dans les politiques nationales de développement.

La conférence reconnaît que l'éducation au service du développement durable est un outil de sensibilisation efficace.

***Atténuation et adaptation**

De l'avis général, le changement climatique représente l'une des pires menaces pour le développement de l'Afrique. Il affecte la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles et menace d'annuler des décennies de développement socio-économique sur le continent.

Les participants ont souligné le fait que l'Afrique doit avoir davantage accès aux énergies propres et bon marché grâce à une technologie adéquate afin de promouvoir le développement économique et améliorer la qualité de la vie. Il est également nécessaire de remédier aux déficits énergétiques des communautés les plus démunies.

De nombreux dirigeants africains ont insisté sur le rôle primordial des forêts dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, la préservation de la biodiversité et le développement rural. Les participants ont estimé qu'il était urgent de prendre des mesures concrètes pour enrayer la déforestation et la dégradation des forêts et pour promouvoir le reboisement, par le biais d'un financement adéquat et de la mise en place d'une gestion durable des forêts, notamment dans le Bassin du Congo.

Certains pays africains ont partagé des informations sur des initiatives d'atténuation comme le programme sur la montée du niveau des océans, les

plans nationaux d'adaptation, les programmes de reboisement et de lutte contre la désertification et les fonds de conservation des forêts.

Certains dirigeants africains ont insisté sur le fait qu'il faut améliorer le Mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto.

Les participants ont souligné le rôle primordial de mécanismes de prévention tels que les systèmes d'alerte rapide des catastrophes naturelles pour protéger les populations vulnérables.

La conférence a favorablement accueilli le « Programme de promotion Cool Earth » présenté par le Japon en janvier 2008 dans le but d'encourager la participation active de tous les pays à un cadre efficace de lutte contre le changement climatique allant au-delà du Protocole de Kyoto. Les pays africains qui attachent de l'importance à la réduction des émissions de gaz à effet de serre sans pour autant entraver la croissance économique ont répondu positivement à l'invitation du Japon de rejoindre le « Partenariat Cool Earth ». En reconnaissance de quoi, la Conférence a accueilli favorablement la création d'un Partenariat Cool Earth Japon-Afrique.

*Eau et assainissement

L'accès à l'eau potable a été cité comme une priorité pour les pays africains. L'accent a été mis une nouvelle fois sur la nécessité de veiller à une alimentation en eau adéquate pour répondre aux besoins de la population, de l'industrie et de l'environnement.

Certains participants ont présenté leurs initiatives et activités dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, y compris la gestion cyclique des ressources en eau, la récupération de l'eau et la gouvernance de l'eau.

Les participants ont reconnu que les forêts jouent clairement un rôle essentiel de réservoir pour les ressources en eau du continent.

L'importance d'une perspective de genre quand on aborde la question de l'eau et de l'assainissement a été soulignée, puisque la collecte d'eau potable, le travail agricole et la responsabilité des aliments incombent en général aux femmes dans de nombreux pays.

4. Partenariats

*Coopération Asie-Afrique

La conférence a approuvé les efforts entrepris pour élargir les partenariats stratégiques pour le développement de l'Afrique, et notamment la participation active des pays industrialisés émergents, qui peuvent jouer un rôle considérable dans les coopérations sud-sud et triangulaire.

Les délégués ont noté avec satisfaction la tenue prochaine du Forum des affaires Afrique-Asie en 2009 pour promouvoir des alliances commerciales spécifiques entre des entreprises privées asiatiques et africaines dans le contexte de la coopération Afrique-Asie.

Le symposium Afrique-Asie, organisé par la JICA , a mis en lumière le rôle de l'État vis-à-vis du marché, puisqu'il peut promouvoir une croissance durable et accélérée par le biais de processus participatifs et inclusifs, et a souligné l'intérêt que présente l'expérience de l'Asie.

*Coopération intra-africaine

Les participants ont salué les progrès récemment accomplis dans le cadre de l'intégration régionale en Afrique renforcée par les initiatives de l'UA et des organismes économiques régionaux ainsi que les mesures concrètes qui ont été prises pour améliorer les échanges commerciaux et les investissements. Les participants ont estimé que l'UA et le NEPAD représentaient des forces positives pour le développement.

Les participants ont approuvé le rôle des partenariats et réseaux inter-régionaux et à l'intérieur des régions pour le partage des connaissances et des expériences et pour faciliter le transfert des meilleures pratiques et des technologies.

* Partenariats public-privé

Les participants se sont prononcés en faveur d'une plus grande coopération entre les secteurs public et privé. Les initiatives du Japon visant à envoyer des missions conjointes public/privé pour promouvoir les investissements japonais en Afrique et accroître l'exportation des produits africains vers le marché japonais ont été bien accueillies.

*Frontières du développement en Afrique

La conférence a accueilli favorablement les contributions de personnalités éminentes qui sont prêtes à jouer un rôle constructif de catalyseur en faveur du changement et d'attirer l'attention du grand public sur le développement de l'Afrique.

*Dialogue avec la société civile

Les participants ont reconnu l'importance de la société civile et encouragé celle-ci à prendre une part active dans les activités de la TICAD, y compris le symposium « Dialogue avec la société civile sur le développement africain ».

Conclusion : Vers une Afrique qui gagne

Les participants de la TICAD IV ont accueilli favorablement la Déclaration de Yokohama et son Plan d'action concret et orienté vers l'avenir, lequel propose une série d'activités dans chacun des domaines prioritaires. Ils se sont aussi réjouis de la création du Mécanisme de suivi de la TICAD qui veillera régulièrement le processus de mise en œuvre, ceci en réponse à une demande des dirigeants africains.

De l'avis général, depuis quinze ans qu'elle existe, l'initiative de la TICAD a produit un certain nombre de résultats probants pour le développement de l'Afrique et elle offre une base solide pour les initiatives contenues dans le Plan d'action de Yokohama. L'initiative de la TICAD a également évolué dans le sens d'une plus grande appropriation par l'Afrique de son processus de développement, d'une coopération renforcée entre la TICAD et l'UA/NEPAD, ainsi que d'une augmentation du nombre de partenariats stratégiques avec le secteur privé et la société civile, y compris la Coopération Afrique-Asie. L'initiative de la TICAD s'est également révélée un véhicule important dans la réalisation des OMD.

S. E. M. John Kufuor, Président de la République du Ghana a prononcé le discours de clôture au nom des participants. Durant toute la Conférence, les participants ont exprimé combien de fois ils ont apprécié les efforts des co-organisateurs de la TICAD que sont le Bureau du Conseiller spécial des Nations Unies pour l'Afrique, le PNUD et la Banque mondiale ainsi que le soutien sans faille que le Japon apporte à l'initiative de la TICAD et la chaleureuse hospitalité de la ville de Yokohama, de la population et du gouvernement japonais.

Les participants ont été heureux d'apprendre que le gouvernement japonais a l'intention de profiter de ce qu'il préside le G8 pour rapporter les conclusions de la TICAD IV au Sommet du G8, qui se tiendra du 7 au 9 juillet 2008 à Hokkaido Toyako.